

Le système prostitueur : enjeu social et politique  
Gérard Biard, rédacteur en chef de Charlie Hebdo et porte-parole de  
Zéromacho

Café Regards de Femmes Lyon 17 novembre 2016

Bonsoir à toutes et tous. Je voudrais d'abord remercier mon amie Michèle Vianès pour m'avoir une fois encore invité à Lyon dans le cadre des activités de regard de femmes. J'avais participé, il y a quatre ans, au colloque sur le système prostitueur organisé par Regards de femmes, dans le cadre de la quinzaine de l'Égalité femmes-hommes de la Région Rhône-Alpes. Je n'ai pas changé d'avis sur la question, mais comme, depuis, de l'eau est passée sous les ponts, je vais essayer de ne pas trop me répéter.

Pour commencer, remontons quelques mois en arrière. Nous sommes le 6 avril dernier, jour du vote définitif de la loi de lutte contre le système prostitutionnel. Sur BFM-TV, l'ex-hardeuse Brigitte Lahaie, lance, le plus sérieusement du monde, un avertissement solennel. Pour être précis, elle annonce une apocalypse sociétale : cette loi, qui, selon elle, transforme en parias les clients d'Irma la douce et pénalise injustement le brave gars qui ne fait que répondre à des pulsions les plus naturelles du monde, va pousser les hommes mariés à prendre des maîtresses, entraînant ainsi une incontrôlable vague de divorces et déchirant des couples jusqu'ici sans histoires. Certes, BFM-TV n'est pas ce qui se fait de plus sérieux dans le monde des médias audiovisuels, mais ça laisse rêveur...

Poussons plus loin la prospective, et imaginons le chaos dans lequel pourrait prochainement basculer notre beau pays si l'on en croit les analyses éclairées de cette oracle du trottoir, pour qui il n'est de salut que dans le plein exercice de la prostitution et du proxénétisme, selon les règles éprouvée de la concurrence libre et non faussée.

Dans un premier temps, ce sera la débâcle. Des centaines de milliers d'hommes, fuyant la répression policière, le pantalon sur les genoux, demanderont l'asile politique à l'Allemagne, à l'Espagne, à l'Ukraine, à la Thaïlande... Ceux qui ne pourront s'échapper se terreront dans les bois, obligés de se nourrir de racines et de violer des écureuils — car les sangliers savent se défendre...

Puis les viols, les attouchements, les agressions sexuelles dans la rue se multiplieront, les femmes n'oseront plus sortir de chez elles. Certaines, désespérées, se laisseront dériver sur le Rhin pour trouver refuge à Cologne, ville paisible où la prostitution libre est exercée dans de grands et beaux bordels et où ce genre de débordement est impensable, comme

on a pu le constater lors de la nuit du réveillon de la St Sylvestre 2016. Les prêtres, et en particulier dans la région de Lyon, se jeteront sur les enfants sans même attendre la fin de la messe. Et ne parlons pas des conséquences économiques : la France se verra automatiquement écartée de l'organisation de toutes les grandes compétitions sportives internationales, on ne pourra plus accueillir aucun séminaire médico-pharmaceutique, aucun colloque de la haute finance, la clientèle désertera nos grands palaces, Paris ne sera plus jamais Paris.

Bien. Arrêtons là les prédictions et redescendons sur terre. Interrogeons-nous sur ce que pourrait vraiment changer cette foutue loi, enfin votée après deux ans et demi de débats — pour mémoire, le débat sur le délit de « racolage passif » instauré par Sarkozy en 2003, qui surpénalisait les personnes prostituées, avait lui duré environ deux minutes et demie... À court terme, le changement n'aura sans doute rien de très spectaculaire, d'autant que les moyens financiers et humains nécessaires à l'application de cette loi, en particulier sur les volets prévention et parcours de sortie de la prostitution, ne seront pas au rendez-vous. Ne rêvons pas... La prostitution ne va évidemment pas disparaître du jour au lendemain, ni même d'une année à l'autre. Personne ne le prétend. De même qu'elle ne va pas s'enfoncer davantage dans une clandestinité qui est déjà sa norme, et encore moins mobiliser la police 24 heures sur 24 pour une « chasse aux clients » effrénée. Quant aux personnes prostituées, elles seront difficilement plus en danger qu'elles ne le sont déjà quotidiennement. Seul effet collatéral certain, à cause de cette loi votée sous sa présidence, François Hollande a perdu un électeur socialiste de plus pour 2017 : DSK. Mais, à plus long terme, cette loi pourrait peut-être, en tout cas on l'espère, changer l'essentiel : le regard que la société française porte sur la prostitution et ses acteurs.

Serait-il si scandaleux, humainement, politiquement et socialement, de ne plus voir la prostitution comme un folklore qui mérite d'être inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, un « métier » comme un autre ou un mal nécessaire qu'il convient de tolérer, mais de la considérer pour ce qu'elle est, à savoir une violence, physique, psychique et économique, qui s'exerce sur des personnes vulnérables, très majoritairement des femmes et des jeunes filles, de surcroît dans le cadre d'un système d'exploitation qui est entre les mains du crime organisé ? D'affirmer que la priorité n'est pas d'en faciliter pragmatiquement l'exercice, mais d'ouvrir un maximum de portes pour permettre d'en sortir, et si possible de n'avoir jamais à y entrer ? Les mesures prévues par la loi vont dans ce sens. Du moins, avant que le projet de loi de finance pour 2017 n'abroge les paragraphes I et II de l'article 7 de la loi, prévoyant la création d'un fonds pour la

prévention de la prostitution et l'accompagnement social et professionnel des personnes prostituées...

Il s'agit donc, en premier lieu, de peser sur les élus et les institutions, à chaque niveau de l'État, des régions, des communes, pour faire appliquer la loi, et toute la loi. Et de préférence avec efficacité. Mais, malgré l'ampleur et la difficulté de la tâche, ce n'est pas le plus gros du travail. Le plus gros du travail est pédagogique. Il consiste à faire pénétrer l'esprit de cette loi dans l'esprit de la société. En rappelant, à chaque fois que nous le pouvons, quelques points essentiels.

**Premier point** : l'abolition n'est pas la prohibition, ni l'interdiction.

Elle pose un principe, désormais sanctionné par la loi, qui dit que le système prostitueur n'a pas sa place dans un État de droit, que les personnes prostituées sont des victimes qu'il faut protéger et non poursuivre, et que le « client », parce qu'il est non seulement complice, mais aussi principal moteur d'un système d'exploitation criminel, doit être responsabilisé pénalement. Le client n'est pas par principe un « brave type ». Quand on se fait tailler une pipe entre deux camions par une albanaise qui pèse quarante kilos, on sait pertinemment quel système on fait tourner. Et si on se raconte qu'on est l'égal de Maupassant, on est doublement un salaud. La prostitution, ce n'est pas de la littérature. Le seul rapport entre les personnes prostituées et certains poètes et peintres maudits, c'est qu'elles meurent jeunes. Leur espérance de vie est peu ou prou celle d'un sdf. Et elles commencent jeunes, aussi : au niveau mondial, l'âge moyen d'entrée dans la prostitution, c'est 13 ans. Âge moyen. Ce qui signifie que beaucoup commencent bien plus tôt.

**Deuxième point** : il n'y a pas, comme aiment à le théoriser certains esthètes et les lobbyistes du système prostitueur, une « mauvaise » prostitution d'un côté, sous la coupe des trafiquants et des proxénètes, et une « bonne » prostitution de l'autre, qui verrait des femmes et des jeunes filles décider, en toute indépendance, d'exercer une activité sexuelle rémunérée. Comme l'a raconté Alphonse Boudard — qui n'était pas vraiment un abolitionniste forcené — dans son livre « la Fermeture », la prostitution a de tout temps été contrôlée par le crime organisé. Il n'y a pas de putain sans maquereau, il n'y a pas de bordel sans réseau. Si l'on décrète que la prostitution est un travail comme un autre, il faut alors en déduire que le proxénète est un patron respectable. Ce que font, bien qu'ils s'en défendent, les pays règlementaristes. D'ailleurs, en Allemagne, il est même arrivé que les services de l'emploi régionaux ou nationaux proposent des postes d'« hôtesse » ou d'« escort » à des chômeuses.

Après tout, où est le problème ? Dans un pays qui considère que la prostitution est un travail comme un autre, on ne voit pas au nom de quelle éthique contreproductive les agences pour l'emploi s'interdiraient de se conduire en mères maquereelles. Soyons pragmatiques.

**Troisième point** : le fait qu'il existe, à la marge, des personnes qui « choisissent », pour des raisons qui appartiennent à leur histoire personnelle, de devenir prostituées « indépendantes » — la question étant de savoir combien de temps elles le resteront... —, ne justifie pas que l'on adopte un modèle réglemmentariste. L'urgence n'est pas de régler la situation de quelques centaines de personnes qui affirment avoir fait un choix — et qui ont donc, en principe, une alternative —, mais de mettre un frein à l'exploitation inhumaine de dizaines de milliers de victimes qui n'ont pas le choix, et qui sont réduites au silence.

**Quatrième point** : la question du « choix » ne serait pertinente que si choix il y avait, si la prostitution ne frappait pas exclusivement les classes sociales les plus défavorisées, si elle n'était pas le fruit d'une violence, économique, sociale et, bien sûr, physique, si l'on pouvait vraiment choisir entre faire le trottoir et faire son droit. Or, le « choix » qui s'offre en général n'est pas entre putain ou avocat, mais entre putain ou cadavre.

**Cinquième point** : la prostitution n'a rien à voir avec la liberté sexuelle. La sexualité humaine a ceci de spécifique qu'elle n'est pas mue par l'instinct de reproduction, mais par le désir. Or, il n'y a pas de désir, en tout cas partagé, dans la prostitution. Au mieux, il y a chez les personnes prostituées de l'indifférence feinte, que les psychiatres appelleront « dissociation » et les réglemmentaristes « consentement ». Certes, techniquement, s'agissant de recevoir plusieurs fois par jour, dans sa bouche, son vagin ou son anus, le sperme de centaines d'inconnus, on peut parler d'acte sexuel. Mais, techniquement, le viol en est un aussi, tout comme la pédophilie.

**Sixième point**, fondamental : la prostitution, y compris la prostitution masculine, s'adresse en premier lieu aux hommes. La part de femmes qui y ont recours est anecdotique. Si elle n'est pas, comme le prétend la sagesse populaire, « le plus vieux métier du monde » — d'abord parce qu'elle n'est en aucun cas un « métier », mais une activité cauchemardesque exercée dans l'écrasante majorité des cas sous la contrainte et la violence —, elle s'appuie en revanche sur le plus vieux système de domination du monde, et le plus profondément enraciné : le patriarcat, ciment du machisme. La prostitution pose comme principe

social que la femme peut, « par nature », être mise à la disposition sexuelle de l'homme.

**Dernier point :** les pays réglementaristes n'ont résolu aucun des problèmes auxquels ils prétendaient s'attaquer en légalisant la prostitution. Les activités et les dividendes du marché — appelons les choses par leur nom — de la prostitution devraient en toute logique y être transparents, puisqu'ils sont officiellement encadrés par la loi. Mais les autorités ne sont, dans ces pays pas plus qu'ailleurs, capables de fournir de chiffres précis, tant sur le nombre précis de prostituées que sur les sommes générées par leur esclavage sexuel. Et la prostitution clandestine y est en constante augmentation, là aussi contre toute « logique » réglementariste. Bref, on peut oublier les vœux pieux de réduire les profits du crime organisé et d'assurer davantage de sécurité pour les personnes prostituées. En revanche, on transforme des femmes et des jeunes filles en objets de promotion dans des hypermarchés à viande humaine. L'exemple des pays réglementaristes présente un énorme avantage : il dépouille la prostitution de ses atours romantiques et fleuris pour la montrer telle qu'elle est.

À savoir une gigantesque entreprise économique et commerciale, un marché aux esclaves globalisé, avec ses multinationales, ses PME et son artisanat misérable. Un article paru en octobre dans le journal espagnol *El Mundo* révèle que l'Espagne est devenue la troisième destination au monde pour le tourisme sexuel. Avec tout ce que ça implique. L'exploitation de la prostitution permet le meilleur retour sur investissements qui soit. Elle coûte peu et rapporte énormément — plus de 300 milliards de dollars de revenus estimés. Les proxénètes pourraient donner des cours dans les écoles de commerce, Adam Smith et Milton Friedman peuvent aller se rhabiller.

La prostitution n'est pas un délicieux moment d'extase entre libertins ni une relation commerciale entre individus exerçant leur libre arbitre, mais un système économique global reposant sur l'exploitation, la violence et la loi du plus fort, générant des profits colossaux pour un minimum d'investissement et contrôlé de la base au sommet par des truands, des tueurs et des trafiquants de bétail humain. C'est le capitalisme sauvage avec du poil autour, la concrétisation de ce grand rêve humide ultralibéral, où la femme et l'homme ne seront plus des citoyens, mais des masses de chair, de muscles et de muqueuses au service exclusif du marché.

Une fois que l'on aura énoncé, répété, martelé ces quelques points essentiels à notre famille, nos amis, nos collègues, nos voisins, notre boucher, sans oublier nos enfants, car ce sont eux qui construiront la société de demain, il ne nous restera plus qu'à nous attaquer au gros morceau : les idiots utiles du lobby prostitueur. Ils sont malheureusement nombreux et, plus ennuyeux, disposent, de par leur statut, de tribunes et de surfaces médiatiques conséquentes. Je ne perdrai pas mon temps, ni le vôtre, à énumérer les artistes, intellectuels, écrivains, qui célèbrent les beautés du trottoir, entre pragmatisme et Bisounours. Leur voix a un certain écho dans la société, c'est certain, mais bien moins que d'autres acteurs qui, eux, en plus de dire n'importe quoi, agissent concrètement.

Là encore, comme on n'a pas toute la nuit, je ne m'attacherai qu'à deux d'entre eux, emblématiques, car la promotion qu'ils font de la prostitution va à l'encontre de leur mission et de leur idéologie affichée : Amnesty international et les Verts.

Vous vous en souvenez certainement, lors de la réunion du Conseil international d'Amnesty, qui se tenait à Dublin en août dernier, les délégué(e)s de sections du monde entier ont planché sur une question d'importance : faut-il inscrire le proxénétisme parmi les droits de l'homme ? Cela n'était pas tout à fait formulé ainsi, mais c'était bien l'intention. Après quatre jours d'ardents débats, la réponse tombait : c'est oui. L'organisation humanitaire a par conséquent appelé à une « *dépénalisation* » de la prostitution.

Attention, pas seulement la dépénalisation de l'activité de se prostituer — ce qu'ont fait tous les pays abolitionnistes —, mais également de toutes les activités liées au, je cite, « *travail sexuel entre adultes consentants* ». Donc, cela inclut le proxénétisme — car le proxénète est généralement consentant. Mais attention, pas le proxénétisme qui évolue dans les méchants milieux où les filles sont enlevées, vendues, battues, violées, torturées, droguées, rackettées et mises sur le marché comme des pièces de bidoche, bien sûr. Ce n'est pas cette prostitution-là, affreuse et bien-entendu-condamnable, qu'Amnesty entend promouvoir, mais l'autre, la « bonne », la « traditionnelle », celle où les « travailleurs du sexe » sifflent en suçant.

Pour ce faire, les juristes de l'ONG ont mis en avant un concept révolutionnaire : le proxénétisme « *non coercitif* ». En clair, le maquereau cool, le patron de bordel humaniste, le chef de réseau câlin, qui ne sauraient faire l'objet de poursuites pénales injustifiées.

Amnesty France s'est désolidarisée de cet appel. On ne peut que l'en féliciter, même si, au fond, ledit appel est un bel aveu.

Demander la dépénalisation du proxénétisme « *non coercitif* », c'est reconnaître que cette fameuse prostitution « indépendante » et « consentie » brandie par tous les réglementaristes est, sinon un pur fantasme, en tout cas un phénomène extrêmement marginal, et que la prostitution ne va pas sans proxénétisme.

C'est admettre que les législations votées par les pays réglementaristes comme l'Allemagne ou les Pays-Bas ont consisté en premier lieu à donner des droits non pas aux personnes prostituées, comme ils le prétendent, mais à ceux qui les « emploient ». C'est avouer enfin que ce qui se cache derrière la défense des « travailleurs du sexe » n'est rien d'autre qu'un lobbying acharné pour faire du proxénétisme, petit ou grand, une activité commerciale comme une autre. On parle pour faire joli, de gauche et humaniste, de « travailleurs du sexe », mais c'est bien du business des patrons du sexe dont il est question.

Passons maintenant au cas des Verts. Et ne venez pas me dire que je tire sur une ambulance. Certes, il s'agit d'une espèce en voie d'extinction, mais il s'agit aussi d'un parti politique. Ce qui veut dire que les Verts défendent un projet de société, pour lesquels il reste encore des électeurs. Jetons un œil sur ce projet.

Les Verts aiment la nature, toute la nature, rien que la nature, ils ne s'en cachent pas. Et de là à ne jurer que par les lois naturelles, il n'y a qu'un pas que beaucoup d'entre eux franchissent allègrement, foulant de leurs sandales vegan le pré d'ordinaire réservé aux mâles guerriers et bouffeurs de viande crue. Pour étayer mon propos, je pourrai m'appuyer sur les savoureuses et innombrables interventions de la sénatrice Esther Benbassa pour faire capoter la loi.

Je vais plutôt choisir un autre exemple, que je trouve encore plus édifiant. En mars 2014, au Parlement européen, les députés du Groupe des Verts avaient contribué, en s'abstenant en nombre, au rejet du rapport présenté par l'eurodéputée communiste portugaise Inês Cristina Zuber, apportant du même coup un précieux soutien à la droite traditionaliste et à l'extrême-droite, qui ne voulaient pas entendre parler de ce texte castrateur, impie et contre-nature qui appelait les états membres de l'UE à « *garantir [...] l'égalité de rémunération à travail égal entre les femmes et les hommes* », à « *garantir le droit à l'IVG* » et à lutter contre les stéréotypes sexistes à l'école.

Les rapports du Parlement européen n'ayant généralement aucune valeur contraignante, il ne s'agissait par conséquent que d'une pure question de

principe. Les abstentionnistes Verts — dont José Bové et Daniel Cohn-Bendit — sont-ils donc opposés à l'égalité salariale, à l'IVG et à une éducation égalitaire ? Répugnent-ils à considérer les femmes autrement que comme de charmants animaux de compagnie, dont la fonction est de pondre des descendants et de servir l'homme en toute circonstance et quels que soient ses caprices, ainsi qu'en ont décidé Dieu, Dame Nature et Éric Zemmour ? Ils s'en défendront certainement, mais il doit bien y avoir un peu de ça, puisqu'ils ont refusé d'apporter leur voix pour soutenir ce rapport.

La raison qui a conduit une bonne moitié des Verts européens à faire capoter le rapport Zuber tient en une phrase. Une petite phrase, perdue au milieu de 80 recommandations relatives aux droits des femmes, mais qui énonce à leur yeux l'inacceptable : « *la prostitution est une violence faite aux femmes* ».

Car, aux yeux bucoliques des Verts, la prostitution, c'est un peu comme l'agriculture : il y a la mauvaise, industrielle, nocive pour la santé, entre les mains de réseaux qui nous refilent des prostituées pleines de pesticides et d'antibiotiques, et la bonne, locale, exercée par des putains à l'ancienne qui évoluent en libre parcours, dans des fermes-bordel modèles qui pratiquent un proxénétisme équitable. Une vision fantasmagique régulièrement contredite par les faits et les chiffres, mais il ne faut pas briser le rêve de l'auguste semeur de sperme bio. L'ennemi de José Bové, c'est McDo, pas Dodo la saumure, qui est un petit producteur. Il y a deux siècles, les Verts auraient défendu les esclavagistes au prétexte que le coton était ramassé à la main, par des esclaves qui chantaient du blues en travaillant, preuve qu'ils étaient consentants...

Les Verts sont contre la marchandisation, sauf celle des corps. Ils sont contre les lois du marché, sauf lorsqu'elles s'appliquent à la sexualité et à l'intime. Ils sont pour la décroissance, sauf celle des violences que subissent quotidiennement des millions de femmes contraintes de subir en moyenne une vingtaine de rapports sexuels par jour.

Les Verts prétendent vouloir changer le monde, mais défendent un privilège archaïque qui met des êtres humains — des femmes — à la disposition sexuelle d'autres êtres humains — des hommes. Si Areva mettait des bas résilles à ses centrales nucléaires, les Verts militeraient pour la liberté d'exercice de l'atome.

Vous l'aurez compris, et je vais arrêter là mon monologue pour laisser place au débat, l'adoption de la loi est loin de signer la fin du combat, et le



boulot à abattre est énorme. Du côté des associations, évidemment, qui devront faire pression sur les élus et sur les institutions pour que tous les moyens soient mis en œuvre dans cette lutte contre le système prostitueur, mais aussi du côté des simples citoyens que nous sommes. Il ne s'agit pas de faire la leçon, mais de faire de la pédagogie. La loi est votée, mais tout commence. Merci encore.